

**Art. 7.** De opleidingsprofiel "Tuinbouwarbeider/Tuinbouwarbeidster" bedoeld in bijlage 7 wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

**Art. 8.** De opleidingsprofiel "Hotelreceptionist(e)" bedoeld in bijlage 8 wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

**Art. 9.** De opleidingsprofiel "Socio-esthéticus" bedoeld in bijlage 9 wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

**Art. 10.** De opleidingsprofiel "Brood- en banketbakker" bedoeld in bijlage 10 wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

**Art. 11.** De opleidingsprofiel "Algemeen valorist" bedoeld in bijlage 11 wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

**Art. 12.** De opleidingsprofiel "Onderhoudsmechanicus automobielsector" bedoeld in bijlage 12 wordt door de Waalse Regering goedgekeurd. Deze opleidingsprofiel vervangt de op 25 april 2013 goedgekeurde opleidingsprofiel.

**Art. 13.** De termijn bedoeld in artikel 29, 2°, van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (afgekort SFMQ) bedraagt drie jaar. Na afloop van die termijn, zal artikel 31 van voornoemde overeenkomst van toepassing zijn.

**Art. 14.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2018/13806]

**12 JUILLET 2018.** — Arrêté 2017/ 1824 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 rendu applicable par l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

Vu le décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, modifié par le décret du 27 avril 2017, articles 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 4/2, 4/3, 5, 6, 7 et 10/2 à 10/10 ;

Vu le décret du 27 avril 2017 modifiant le décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, article 11 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mars 2006 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'action sociale et de la famille ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, sur base de l'article 3, alinéa 1, 2° du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française établi le 12 juillet 2018 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation des personnes handicapées, sur base de l'article 4, § 3 du décret de la Commission communautaire française du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française établi le 12 juillet 2018 ;

Vu l'avis de la section « Hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 22 mars 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2018 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 22 février 2018 ;

Vu l'avis 63.265/4 du Conseil d'État, donné le 2 mai 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre les modifications apportées par le décret du 27 avril 2017 modifiant le décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil et d'actualiser certaines dispositions ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 2, 1° de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, les mots « bien-être physique » sont remplacés par les mots « bien-être global ».

Le même article, est complété par le 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> le membre du Collège : le membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille. »

**Art. 3.** Dans l'article 5 du même arrêté, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 2<sup>o</sup> le numéro d'entreprise. »

**Art. 4.** L'article 6, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2007, est complété par la phrase suivante : « Une copie de ce règlement est remise à chaque bénéficiaire contre accusé de réception lors de son admission ainsi qu'avant l'entrée en vigueur de toute modification en cours de séjour. »

**Art. 5.** Dans le chapitre II du même arrêté, sont insérés les articles 6/1 à 6/4 rédigés comme suit :

« Art. 6/1. Pour la mission de suivi post-hébergement, les modalités suivantes doivent être respectées :

1<sup>o</sup> proposer à la personne qui termine son séjour dans la maison d'accueil un accompagnement à court terme avec comme objectif l'intégration dans son nouveau lieu de vie ;

2<sup>o</sup> offrir aux personnes qui en font la demande un accompagnement généraliste de transition entre la fin du séjour en maison d'accueil et l'installation dans le nouveau lieu de vie, qui permet la continuité du travail psycho-social réalisé lors du séjour en maison d'accueil. L'accompagnement post-hébergement s'appuie sur l'activation et la mobilisation des ressources de la personne. L'accompagnement post-hébergement est limité à une durée de 3 mois, renouvelable 2 fois ;

3<sup>o</sup> effectuer l'accompagnement post-hébergement, accompagnement gratuit se faisant sur base volontaire, en partenariat avec le réseau d'aide adapté aux besoins des personnes, dans une logique de passage de relais vers celui-ci ;

4<sup>o</sup> établir une convention avec le bénéficiaire précisant les modalités et la durée de l'accompagnement suivant le modèle fixé à l'annexe 8 ;

5<sup>o</sup> ouvrir un dossier pour chaque personne ou famille suivie. Ce dossier comprend la convention signée entre la maison d'accueil et la personne, les fiches de suivi ainsi que le document d'évaluation lors de la clôture du dossier ;

6<sup>o</sup> assurer une permanence téléphonique spécifique pour les personnes faisant l'objet d'un suivi post-hébergement ;

7<sup>o</sup> expliciter la mission d'accompagnement post-hébergement dans le projet collectif ;

8<sup>o</sup> établir un chapitre distinct sur la mission de post-hébergement dans le rapport d'activités ;

9<sup>o</sup> recueillir des données relatives aux suivis post-hébergement suivant le modèle fixé à l'annexe 11.

**Art. 6/2.** En complément à ses missions de base, la maison de catégorie 2 ou 3 peut être agréée pour la mission spécifique de soutien à la parentalité si elle respecte les modalités suivantes :

1<sup>o</sup> offrir un soutien et un accompagnement renforcés, individuels et collectifs, aux parents qui rencontrent des difficultés dans l'exercice de leur fonction parentale, permettant un renforcement du lien parent-enfant ;

2<sup>o</sup> soutenir la relation entre le parent et l'enfant ;

3<sup>o</sup> soutenir les parents dans l'exercice de leur rôle éducatif ;

4<sup>o</sup> valoriser les rôles et les compétences des parents (responsabilité et autorité, confiance en soi, protection et développement de l'enfant,...) ;

5<sup>o</sup> prévenir des difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leur responsabilité parentale ;

6<sup>o</sup> mettre en place des séances informatives ou des ateliers éducatifs ;

7<sup>o</sup> consigner les actions de soutien individuel dans le dossier individuel du bénéficiaire ;

8<sup>o</sup> consigner les activités de soutien collectives dans un dossier distinct ;

9<sup>o</sup> expliciter la mission spécifique de soutien à la parentalité dans le projet collectif ;

10<sup>o</sup> établir un chapitre distinct sur la mission spécifique de soutien à la parentalité dans le rapport d'activités.

**Art. 6/3.** En complément à ses missions de base, la maison peut être agréée pour la mission spécifique de soutien des victimes de violences conjugales ou familiales si elle remplit les modalités suivantes :

1<sup>o</sup> accueillir prioritairement des personnes victimes de violences conjugales ou familiales accompagnées ou non d'enfants, et permettre leur mise à l'abri ainsi que leur sécurisation ;

2<sup>o</sup> offrir un accompagnement spécifique psychosocial, juridique ou administratif, individuel ou collectif, aux victimes de violences conjugales ou familiales et à leurs enfants ;

3<sup>o</sup> collaborer avec les autres acteurs en matière de violences conjugales ou familiales ;

4<sup>o</sup> recueillir des données détaillées sur les différentes formes de violences conjugales ou familiales concernant les victimes hébergées dans la maison d'accueil suivant le modèle fixé à l'annexe 10 ;

5<sup>o</sup> consigner les actions de soutien individuel dans le dossier individuel du bénéficiaire ;

6<sup>o</sup> consigner les activités de soutien collectives dans un dossier distinct ;

7<sup>o</sup> expliciter la mission spécifique de soutien des victimes de violences conjugales ou familiales dans le projet collectif ;

8<sup>o</sup> établir un chapitre distinct sur la mission spécifique de soutien des victimes de violences conjugales ou familiales dans le rapport d'activités.

**Art. 6/4.** En complément à ses missions de base, la maison peut être agréée pour la mission spécifique de logement accompagné si elle respecte les modalités suivantes :

1<sup>o</sup> proposer une guidance à domicile intensive à moyen ou long terme, visant le maintien au logement et l'acquisition de l'autonomie, aux personnes en situation de précarité ayant séjourné en maison d'accueil et vivant en logement autonome ne relevant pas d'une institution sociale ou de soins ;

2<sup>o</sup> offrir aux personnes qui en font la demande un accompagnement psychosocial, afin d'aider la personne en besoin de guidance à retrouver son autonomie ou à traverser des épreuves difficiles ; un accompagnement budgétaire afin de l'aider à gérer son budget ; un accompagnement administratif visant, notamment, à l'aider à recouvrer ses droits sociaux ou à garder son logement ou à trouver un autre logement ;

3<sup>o</sup> assurer la guidance en partenariat avec le réseau d'aide adapté aux besoins des personnes ;

4° établir une convention avec le bénéficiaire précisant les modalités et la durée de la guidance reprenant les données minimales fixées à l'annexe 9. La guidance porte sur une période maximale d'un an renouvelable annuellement ;

5° assurer la guidance d'en moyenne au moins 8 personnes ou familles à raison de minimum deux visites à domicile par mois ;

6° assurer une permanence téléphonique spécifique pour les personnes faisant l'objet d'une guidance ;

7° ouvrir un dossier pour chaque personne ou famille suivie. Le dossier comprend la convention signée entre la maison d'accueil et la personne, les fiches de suivi ainsi que le document d'évaluation lors de la fin de chaque période de guidance et lors de la clôture du dossier ;

8° fournir la liste des partenariats éventuels avec des gestionnaires de logements (propriétaires privés ou publics, sociétés de logement social, Agences immobilières sociales) ;

9° expliciter la mission spécifique de logement accompagné dans le projet collectif ;

10° Etablir un chapitre distinct sur la mission spécifique de logement accompagné dans le rapport d'activités. »

**Art. 6.** Dans le chapitre III du même arrêté, l'intitulé de la Section 1 est remplacé par ce qui suit :

« Section 1. Procédure de demande d'agrément provisoire et d'agrément ».

**Art. 7.** L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. La demande d'agrément provisoire d'une maison est introduite par envoi recommandé ou déposée à l'administration contre accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse mail renseignée par l'administration.

Pour être recevable, elle doit comporter les renseignements et les documents visés à l'article 5, 1° à 4°, 8° à 10°, 12° ainsi que la liste du personnel de l'équipe de base présent et pressenti, le projet de règlement d'ordre intérieur, et le projet collectif que la maison d'accueil prévoit de mettre en œuvre. Elle précise en outre la ou les catégories pour lesquelles l'agrément est demandé, ainsi que, pour chaque catégorie, la capacité maximale d'accueil. »

**Art. 8.** Dans l'article 8 du même arrêté le mot « provisoire » est inséré entre les mots « demande d'agrément » et les mots « l'administration ».

**Art. 9.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Lorsque la demande est recevable, l'administration instruit la demande d'agrément provisoire et procède à une visite pour vérifier si la maison répond aux conditions d'agrément provisoire.

Le Membre du Collège soumet la demande d'agrément provisoire à la section " Hébergement " du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé tel que créé par le décret de l'assemblée de la Commission communautaire française du 5 juin 1997, dénommé ci-après « le Conseil consultatif », qui donne son avis dans les deux mois de sa saisine.

Passé ce délai, il est passé outre à l'absence d'avis. Le Membre du Collège peut fixer un délai plus court en cas d'urgence. »

**Art. 10.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Six mois avant l'expiration de l'agrément provisoire, la maison d'accueil introduit une demande d'agrément accompagnée du dossier actualisé. Sur base du dossier administratif actualisé conformément à l'article 4/3 du décret, et comportant le rapport d'inspection relatif au respect des normes et à la réalisation du projet collectif visé à l'article 4/2, § 1<sup>er</sup>, 5°, du décret, ainsi que le rapport de l'inspection pédagogique de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les catégories 2 et 3, et après avis du Conseil consultatif, le Collège prend sa décision, au plus tard quinze jours avant l'expiration de l'agrément provisoire, quant à l'octroi ou au refus de l'agrément ou au renouvellement de l'agrément provisoire.

L'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance prévu à l'article 3, 3° du décret porte sur :

1° le projet collectif en ce qui concerne l'accueil des enfants ;

2° la conformité des locaux collectifs à l'accueil des enfants ;

3° la mise à disposition d'équipements éducatifs ;

4° les projets individuels relatifs aux femmes enceintes et aux enfants accueillis, en ce compris l'intégration pré-scolaire.

L'avis est donné par l'Office dans les trois mois de sa saisine.

Passé ce délai, il est réputé favorable.

La décision d'octroi ou de refus d'agrément est notifiée par envoi recommandé, au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif. »

**Art. 11.** Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « prévue aux articles 7 à 10 du présent arrêté » sont remplacés par les mots « d'agrément ».

Ce même article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Collège statue sur la demande de renouvellement d'agrément et communique sa décision à la maison au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif. »

**Art. 12.** Dans le chapitre III du même arrêté, l'intitulé de la Section 3 est remplacé par ce qui suit :

«Section 3. Procédure de modification, de suspension, de réduction ou de retrait d'agrément provisoire ou d'agrément».

**Art. 13.** Dans l'article 12 du même arrêté, les mots «d'agrément» sont à chaque fois remplacés par les mots «d'agrément provisoire ou d'agrément».

**Art. 14.** Dans l'article 13 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Passé ce délai et faute de mise en ordre, l'administration propose au Membre du Collège une suspension, une réduction, un retrait ou une modification d'agrément provisoire ou d'agrément. »

**Art. 15.** Dans l'article 14 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : « Le Membre du Collège notifie à la maison, par envoi recommandé avec accusé de réception, qu'une procédure de suspension, réduction, retrait ou modification d'agrément provisoire ou d'agrément est en cours. »

**Art. 16.** L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La décision du Collège portant suspension, réduction, retrait ou modification d'agrément provisoire ou d'agrément est notifiée à la maison par envoi recommandé avec accusé de réception.

La décision de retrait, de suspension, de réduction, ou de modification d'agrément provisoire ou d'agrément entraîne la suppression totale ou partielle des subventions de la maison trois mois après la date de la notification de la décision.

La maison est tenue de communiquer, dès sa notification, la décision de suspension, réduction, retrait ou modification d'agrément provisoire ou d'agrément aux bénéficiaires ou à leurs représentants légaux, aux membres du personnel et à toute personne intéressée. »

**Art. 17.** Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré une Section 5 intitulée « Agrément des missions spécifiques », comprenant l'article 16/1, rédigée comme suit :

«Section 5 – Procédure d'agrément des missions spécifiques

Art. 16/1 § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément pour une ou plusieurs missions spécifiques est introduite par la maison agréée, ou par la maison agréée provisoirement au plus tôt six mois avant l'expiration de l'agrément provisoire, par envoi recommandé ou déposée à l'administration contre accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse mail renseignée par l'administration.

§ 2. La demande est accompagnée d'une note de motivation comprenant notamment :

- 1° une description de la mission spécifique projetée ;
- 2° une description du public concerné ;
- 3° le nombre de personnes visées ;
- 4° les moyens et le personnel affectés à la mission ;
- 5° les documents fixés à l'article 5 qui ont subi des modifications.

§ 3. Dans les deux mois de la réception de la demande, l'administration notifie à la maison la recevabilité de celle-ci ou, si elle est incomplète, l'invite, dans un délai d'un mois à dater de cette notification, à la compléter.

Lorsque la demande est recevable, l'administration instruit la demande d'agrément et procède à une visite pour vérifier si la maison répond aux modalités d'agrément pour la ou les missions demandées.

§ 4. Le Membre du Collège soumet la demande d'agrément à la section « Hébergement » du Conseil consultatif qui donne son avis dans les deux mois de sa saisine. Passé ce délai, il est passé outre à l'absence d'avis. Le Membre du Collège peut fixer un délai plus court en cas d'urgence.

§ 5. Le Collège statue sur la demande d'agrément et communique sa décision à la maison au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif. L'agrément pour une ou plusieurs missions spécifiques est complémentaire à l'agrément pour la durée de celui-ci.

La décision d'octroi ou de refus d'agrément est notifiée par envoi recommandé.

§ 6. La demande de renouvellement d'agrément d'une ou plusieurs missions spécifiques est introduite conjointement à la demande de renouvellement de l'agrément de la maison d'accueil.

§ 7. Jusqu'au 30 juin 2021, les maisons d'accueil peuvent être agréées pour maximum une mission spécifique, dans l'attente d'une évaluation globale du dispositif. »

**Art. 18.** Dans l'article 19 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Tous les locaux sont des locaux non-fumeurs, excepté les fumoirs prévus à cet effet. »

**Art. 19.** Dans l'article 20 du même arrêté la phrase «Des installations sanitaires doivent être situées à proximité des locaux d'activités éducatives, des locaux de séjour et des chambres.» est remplacée la phrase « Des installations sanitaires doivent être facilement accessibles.»

**Art. 20.** L'article 29bis du même arrêté devient l'article 29/1.

**Art. 21.** Dans l'article 34 du même arrêté, le 6° est remplacé par ce qui suit :

«6° l'extrait de casier judiciaire ; »

**Art. 22.** Dans l'article 35 du même arrêté, les mots « par semestre » sont remplacés par les mots « par an » et le mot « semestrielles » est remplacé par « annuelles ».

**Art. 23.** L'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2007, est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

«§ 4. Aucune contribution financière n'est réclamée pour le suivi post-hébergement et les missions spécifiques.»

**Art. 24.** Dans l'article 39, 2°, a), b) et c) du même arrêté, les mots «ou d'un assistant en psychologie » sont insérés entre les mots «d'un assistant social ou d'un infirmier » et « supplémentaire ».

Le même article est complété par les 5° et 6° rédigés comme suit :

« 5° Fonction socio-éducative supplémentaire pour la mission de suivi post-hébergement :

la maison dispose d'un assistant social ou d'un éducateur classe 1 supplémentaire à mi-temps pour l'accompagnement post-hébergement des bénéficiaires ;

6° Fonction socio-éducative supplémentaire liée aux missions spécifiques :

la maison agréée pour une mission spécifique dispose d'un assistant social ou d'un éducateur classe 1 supplémentaire à mi-temps. Pour les missions de soutien à la parentalité et de soutien des victimes de violences conjugales et familiales, cette fonction peut également être exercée par un psychologue. »

**Art. 25.** Le « Chapitre VII – Subventionnement » du même arrêté devient le « Chapitre VIII -Subventionnement »

**Art. 26.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre IX intitulé « L'organisme représentatif et de coordination », comportant les articles 54/1 à 54/7, rédigé comme suit :

« Chapitre IX L'organisme représentatif et de coordination.

*Section 1. — Procédures relatives à l'agrément.*

Art. 54/1. Un appel à candidatures est publié au *Moniteur belge* en vue de l'obtention de l'agrément en tant qu'organisme représentatif et de coordination.

L'appel à candidatures porte au minimum les indications suivantes :

1° le délai et les modalités selon lesquels la demande d'agrément doit être adressée ;

2° les coordonnées postales, électroniques et téléphoniques d'une personne de contact au sein de l'administration ;

3° l'invitation des candidats à consulter le dossier de candidature publié sur le site internet de l'administration.

Ce dossier comprend au minimum les documents suivants :

a) un formulaire type de candidature élaboré par l'administration reprenant l'ensemble des informations et documents devant figurer dans la demande d'agrément ;

b) un document reprenant les missions de l'organisme et les conditions d'agrément.

Art. 54/2. § 1<sup>er</sup>. La candidature est adressée au membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille. Elle contient les documents suivants :

1° le nom de l'association sans but lucratif ;

2° le nom de l'organisme ;

3° le numéro d'entreprise ;

4° la liste de ses affiliés ;

6° l'adresse du siège social ;

7° le relevé d'identité bancaire ;

8° le nom de la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif et la preuve de sa désignation conformément aux dispositions statutaires ;

9° une attestation prouvant l'assurance en responsabilité des administrateurs ;

10° l'adresse du ou des sièges d'activités ;

11° le nom de la personne chargée de la coordination générale de l'organisme et la preuve de son mandat ;

12° un document établissant que le service a la jouissance des locaux ;

13° la composition du personnel avec fonctions, qualifications et temps de travail ;

14° un budget prévisionnel de l'organisme mentionnant toutes les subventions publiques acquises ou sollicitées ainsi que le montant de la cotisation ;

15° le dernier rapport d'activités et les derniers comptes et bilan de l'asbl ;

16° une note précisant la manière dont l'organisme répond ou propose de répondre aux missions pour lesquelles il demande à être agréé et décrivant les objectifs de l'organisme et les modalités de leur réalisation.

§ 2. L'administration accuse réception des candidatures et examine celles-ci. Chaque candidature est déclarée recevable si elle contient tous les documents visés au § 1<sup>er</sup>, déclarés sincères et conformes et s'ils sont signés par la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif.

§ 3. Lorsque l'administration dispose du dossier complet et recevable, elle notifie au demandeur la recevabilité de sa demande et procède à son instruction. Elle transmet ses conclusions au Membre du Collège dans les trois mois de la recevabilité de la demande. A défaut d'un dossier complet, l'administration notifie à l'asbl concernée les éléments manquants ou incomplets en l'invitant à y remédier.

§ 4. Le Collège procède à une sélection, parmi les candidatures recevables, sur la base des critères suivants :

1° la qualité du projet et des objectifs proposés pour répondre aux missions et conditions fixées à l'article 10/2 du décret ;

2° l'expérience des personnes attachées à la réalisation des activités.

§ 5. Six mois avant l'expiration de l'agrément provisoire, l'organisme actualise son dossier à la demande du Collège.

Sur base du dossier administratif actualisé comportant le rapport d'inspection relatif au respect des missions et conditions d'agrément, le Collège prend sa décision, au plus tard quinze jours avant l'expiration de l'agrément provisoire, quant à l'octroi ou au refus de l'agrément ou au renouvellement de l'agrément provisoire.

La décision d'octroi ou de refus est notifiée par envoi recommandé, au plus tard deux mois après la décision du Collège.

*Section 2. — Modifications d'agrément.*

Art. 54/3. La demande de modification d'agrément est introduite auprès du membre du Collège. Elle comporte les éléments qui justifient la demande de modification d'agrément, tels que visés à l'article 10/6, §1<sup>er</sup> du décret.

Lorsque l'administration dispose du dossier complet et recevable, elle notifie au demandeur un accusé de réception, instruit la demande, procède à une inspection et transmet ses conclusions au Membre du Collège dans les trois mois de la recevabilité de la demande. Le Collège statue sur la demande de modification d'agrément.

*Section 3. — Retrait d'agrément ou modification contrainte d'agrément.*

Art.54/4. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'organisme représentatif et de coordination ne respecte plus les missions et les conditions d'agrément visées à l'article 10/2 du décret, l'administration lui adresse un courrier recommandé motivé qui l'invite à se mettre en ordre dans un délai de deux mois.

Passé ce délai, et faute de mise en ordre ou de demande de modification d'agrément de l'organisme, l'administration propose au Membre du Collège un retrait ou une modification contrainte d'agrément.

§ 2. Le Membre du Collège notifie à l'organisme représentatif et de coordination, par envoi recommandé avec accusé de réception, qu'une procédure de retrait ou de modification d'agrément est en cours.

A partir du jour de cette notification, l'organisme représentatif et de coordination dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif auprès du Membre du Collège qui en transmet une copie au Conseil Consultatif.

Celui-ci invite l'organisme à être entendu. Il fixe les jour et heure de l'audition et en informe l'organisme. La personne désignée par l'organisme représentatif et de coordination pour le représenter peut se faire accompagner par une autre personne de son choix.

Le Conseil consultatif entend l'organisme et examine la proposition de retrait ou de modification d'agrément.

Il transmet son avis au Membre du Collège dans le mois suivant l'audition ou dans les deux mois de sa saisine si l'organisme représentatif et de coordination n'a pas souhaité être entendu.

§ 3. La décision du Collège portant retrait ou modification d'agrément est notifiée à l'organisme par envoi recommandé avec accusé de réception.

La décision de retrait ou de modification d'agrément entraîne la suppression ou la réduction des subventions trois mois après la date de la notification de la décision.

L'organisme communique dès sa notification la décision de retrait ou de modification d'agrément à ses affiliés.

#### Section 4. — Fonctionnement.

Art. 54/5. Le rapport visé à l'article 10/9, § 1<sup>er</sup>, du décret est transmis pour la première fois à la fin de la période de 5 ans suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le rapport visé au § 2 du même article du décret est transmis dans un délai de 6 mois après le rapport visé au 1<sup>er</sup> alinéa.

#### Section 5. — Subventions.

Art. 54/6. § 1<sup>er</sup>. La subvention octroyée à l'organisme représentatif est fixée à 36.000 € par an.

§ 2. Les types de frais et les justificatifs visés à l'article 10/10 §3, du décret sont conformes au modèle fourni par l'administration et doivent comporter au minimum :

- 1° le récapitulatif des frais de rémunération de chaque membre de l'équipe ;
- 2° l'attestation prouvant le paiement des cotisations O.N.S.S. ;
- 3° l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel ;
- 4° la preuve du paiement des honoraires aux indépendants ;
- 5° une copie du compte de recettes et dépenses et du bilan ;
- 6° s'il échoit, la preuve du dépôt des comptes et bilan au greffe du Tribunal de commerce ;
- 7° le rapport d'activités. »

Art. 27. Le « Chapitre VIII - Disposition abrogatoire » du même arrêté devient le « Chapitre X - Disposition abrogatoire ».

Art. 28. Le « Chapitre IX - Dispositions transitoires et entrée en vigueur » du même arrêté devient le « Chapitre XI - Dispositions transitoires et entrée en vigueur ».

Art. 29. Dans l'annexe 1 du même arrêté, les points 4 et 5 suivants sont insérés après le point 3 et le point 4 devient le point 6 :

- « 4. Organisation de la mission de suivi post-hébergement ;
5. Organisation de missions spécifiques.»

Art. 30. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 31. L'annexe 4 du même arrêté est complétée par les points 7 et 8 rédigés comme suit :

- « 7. La mise en œuvre de la mission de suivi post-hébergement et les éléments statistiques s'y rapportant ;
8. La mise en œuvre des missions spécifiques agréées et les éléments statistiques s'y rapportant.»

Art. 32. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 8 qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 33. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 9 qui est jointe en annexe 3 au présent arrêté.

Art. 34. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 10 qui est jointe en annexe 4 au présent arrêté.

Art. 35. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mars 2006 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'action sociale et de la famille est abrogé.

Art. 36. Le décret du 27 avril 2017 modifiant le décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Par le Collège :

F. LAANAN,  
Présidente du Collège

C. FREMAULT,  
Membre du Collège,  
Chargée de l'Action sociale et de la Famille

Annexe 1 à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

### Annexe 2

à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

#### Projet d'insertion

Le projet d'insertion est composé de :

- 1 - une fiche individuelle numérotée (confidentiel) :

Numéro de dossier : .....

Identification du bénéficiaire : (rubrique à déterminer par la maison d'accueil) :

.....

La grille reprise en B est complétée sur base des items repris en A de la présente annexe.

- 2 - le projet d'insertion, le quel est fonction de la capacité d'insertion du bénéficiaire.

A

<p><b>I. Modalités de premier accueil</b></p> <p>0 Téléphone</p> <p>1 Permanence</p>	<p><b>VI. Type de ménage</b></p> <p>0 Isolé</p> <p>1 Couple sans enfant</p> <p>2 Couple avec enfant (s)</p> <p>3 Famille monoparentale</p> <p>4 Communauté de fait</p>	<p><b>IX. Situation économique</b></p> <p>0 Salarié(e)</p> <p>1 Indépendant(e)</p> <p>2 Chômeur (se)</p> <p>3 Pensionné (e)</p> <p>4 Sans ressource</p> <p>5 CPAS – Minimex</p> <p>6 CPAS – Aide sociale</p> <p>7 Prévoyance sociale</p> <p>8 Boursier</p> <p>9 A charge d'un tiers</p>	<p><b>XI. Dernière résidence</b></p> <p>Code postal</p>
<p><b>II. Origine du choix de la maison d'accueil (*cumulatifs)</b></p> <p>0 Initiative du bénéficiaire</p> <p>1 Personne extérieure</p> <p>2 Membre de la famille</p> <p>3 Organisme extérieur</p>	<p><b>VII. Statut</b></p> <p>0 Domicilié(e)</p> <p>1 Registre des étrangers avec permis de travail</p> <p>2 Registre des étrangers sans permis de travail</p> <p>3 Demandeur d'asile</p> <p>4 Illégal(e)</p> <p>5 Touriste</p>	<p><b>X. Diplôme</b></p> <p>0 Aucun</p> <p>1 Enseignement fondamental</p> <p>2 Ens. secondaire inférieur</p> <p>3 Ens. secondaire supérieur</p> <p>4 Ens. supérieur de type court</p> <p>5 Universitaire ou assimilé</p>	<p><b>XII Dossier</b></p> <p>0 Nouveau dossier</p> <p>1 Dossier antérieur</p> <p>2 Dossier réouvert</p>
<p><b>III. Age</b></p> <p>Année de naissance</p>	<p><b>VIII. Nationalité</b></p> <p>0 Belge</p> <p>1 Union européenne</p> <p>2 Reste de l'Europe</p> <p>3 Maghreb</p> <p>4 Reste de l'Afrique</p> <p>5 Amérique latine</p> <p>6 USA – Canada</p> <p>7 Moyen Orient</p> <p>8 Asie</p> <p>9 Océanie</p>		<p><b>XIII Motif principal déclaré de la demande d'hébergement</b></p> <p>0 Problèmes de logement</p> <p>1 Problèmes administratifs</p> <p>2 Problèmes d'assuétudes/dépendances</p> <p>3 Problèmes de violences sexistes et/ou intrafamiliales</p> <p>4 Problèmes de santé mentale</p> <p>5 Problèmes de parentalité</p> <p>6 Problèmes financiers</p> <p>7 Autres</p>
<p><b>IV. Sexe</b></p> <p>0 Homme</p> <p>1 Femme</p>			<p><b>XIV Si le motif principal déclaré est « Problèmes de violences sexistes et/ou intrafamiliales »</b></p> <p>Catégories (Formes de violences) :</p> <p>0 Violences conjugales/entre partenaires --&gt; type : physique, économique, sexuelle, psychologique, administrative, inconnu</p> <p>1 Violences intrafamiliales</p> <p>2 Autres formes de violences --&gt; précisez: ...</p>
<p><b>V. Etat civil</b></p> <p>0 Célibataire</p> <p>1 Marié (e)</p> <p>2 Veuf (ve)</p> <p>3 Divorcé (e)</p> <p>4 Séparé (e)</p>			

B	D	
	A	
	T	
	E	
	I	Modalité de 1 <sup>er</sup> accueil
	II	Origine du choix de la maison
	III	Age
	IV	Sexe
	V	Etat civil
	VI	Type de ménage
	VII	Statut
	VIII	Nation.
	IX	Situation écon.
	X	Diplôme
XI	Dernière résidence	
XII	Dossier	
XIII	Motif principal de la demande	
XIV	Formes de violences	
XV	Remarques	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.  
Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française:

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargée de l'Action sociale et de la Famille

F. LAANAN,

Présidente du Collège



Annexe 2 à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

**Annexe 8**

à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

Modèle de convention « Post-hébergement »

La présente convention vise à clarifier les relations entre la maison d'accueil et la personne et/ou la cellule familiale dans le cadre d'un suivi post-hébergement. Ce suivi s'effectue dans la continuité du travail d'accompagnement réalisé durant le séjour.

Maison d'accueil :

Personne accompagnée :

Date de début de l'accompagnement :

Durée de l'accompagnement :

Modalités de contact avec la maison d'accueil (horaire de la permanence téléphonique, n° de téléphone):

Modalités de renouvellement de la convention :

L'accompagnement porte sur (descriptions des démarches à réaliser/contenu) :

- axe administratif :
- axe financier :
- axe social :
- axe éducatif :

Fait à Bruxelles, le

Pour la maison d'accueil,

La personne accompagnée,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française:

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargée de l'Action sociale et de la Famille

F. LAANAN,  
Présidente du Collège

Annexe 3 à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

**Annexe 9**

à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

Modèle de convention « Logement accompagné »

La présente convention vise à clarifier les relations entre la maison d'accueil et la personne et/ou la cellule familiale dans le cadre d'une guidance dans un logement autonome. Cette guidance s'effectue dans la continuité du travail d'accompagnement réalisé en maison d'accueil et le cas échéant lors du suivi post-hébergement.

Maison d'accueil :

Personne accompagnée :

Date de début de la guidance :

Durée de la guidance :

Périodicité de la guidance :

Modalités de contact avec la maison d'accueil (horaire de la permanence téléphonique, n° de téléphone) :

Modalités de renouvellement de la convention :

La guidance porte sur (descriptions des démarches à réaliser/contenu) :

- un accompagnement psycho-social :
- une guidance budgétaire :
- un accompagnement administratif :

Fait à Bruxelles, le

Pour la maison d'accueil,

La personne accompagnée,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française:

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargée de l'Action sociale et de la Famille

F. LAANAN,

Présidente du Collège

Annexe 4 à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

**Annexe 10**

à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

Données détaillées sur les différentes formes de violences conjugales ou familiales concernant les victimes hébergées dans la maison d'accueil agréée pour la mission spécifique de soutien des victimes de violences conjugales ou familiales

Problématiques traitées avec l'adulte :

- Violences conjugales/entre partenaires
- Conflits conjugaux
- Violences intrafamiliales
- Conflits intrafamiliaux
- Mariages forcés
- Mutilations génitales féminines
- Violences liées à l'honneur
- Violences sexuelles
- Violences de genre
- Perte de droit ou éloignement suite à des violences exercées sur le partenaire
- Autres (préciser :...)

Problématiques traitées avec l'enfant :

- Témoin de violences
- Maltraitements physiques
- Maltraitements psychiques
- Maltraitements sexuelles
- Mutilations génitales féminines
- Négligences
- Autres (préciser :...)

Accompagnement spécifique réalisé :

- Dépôt de plainte
- Orientation médicale
- Orientation juridique
- Récupération de biens
- Suivi psychologique
- Démarches liées au droit de séjour
- Démarches liées à la garde des enfants, droit de visite
- Contact avec le conjoint, le père

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française:

C. FREMAULT,  
Membre du Collège chargée de l'Action sociale et de la Famille

F. LAANAN,  
Présidente du Collège

Annexe 5 à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

Annexe 11

à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

Données détaillées sur la mission de suivi post-hébergement

Nombre de nouveaux dossiers post-hébergement ouverts	
Nombre de dossiers post-hébergement actifs	
Nombre de personnes (hommes, femmes, enfants)	
Nombre de dossiers post-hébergement clôturés au cours de l'année	
Nombre de dossiers post-hébergement actifs suivis depuis	mois de 3 mois
	entre 3 et 6 mois
	entre 6 mois et 9 mois
	plus de 9 mois
Composition des ménages	Femme seule
	Homme seul
	Femme accompagnée d'enfant(s)
	Homme accompagné d'enfant(s)
	Couple accompagné d'enfant(s)
	Couple sans enfant
Répartition selon l'âge	moins de 18 ans
	de 18 à 24 ans
	de 25 à 30 ans
	de 31 à 39 ans
	de 40 à 49 ans
	de 50 à 59 ans
	de 60 à 64 ans
	65 ans et plus
âge inconnu	
Nombre de dossiers post-hébergement rencontrant des problématiques	Logement
	Déménagement
	Rupture familiale
	Violences
	Difficultés financières
	Endettement
	Difficultés administratives
	Juridiques
	Emploi
	Handicap
	Santé physique
Santé mentale	

	Assuétudes	
	Solitude	
	Parentalité	
	Autre	
Nombre de dossiers bénéficiant de revenus	Travail	
	Mutuelle	
	Allocations familiales	
	Chômage	
	Pension de handicap	
	Pension de retraite	
	RIS ou autre aide sociale	
	Sans ressource financière	
	Inconnu	
	Autre	
Type de logement	Privé	
	AIS	
	A IPL	
	Social - article 36 (violences conjugales)	
	Communal	
	CPAS	
	De transit	
	D'insertion	
	Autre	
	Si autre, préciser	
Nombre de dossiers de suivis avec une fréquence de	intensif	
	régulier	
	ponctuel	
	léger	
Nombre de dossiers où le post-hébergement est réalisé	uniquement par la maison d'accueil	
	en partenariat avec un ou plusieurs services	logement
		Enfance
		Santé physique
		Santé mentale
		Handicap
		Assuétudes
		Citoyenneté
		Finance/endettement
		Justice
		Bien être
		CPAS
		Aide sociale généraliste
Autre (préciser)		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.  
Bruxelles, le 12 juillet 2018.

Par le Collège de la Commission communautaire française:

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargée de l'Action sociale et de la Famille

F. LAANAN,

Présidente du Collège

## VERTALING

## COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2018/13806]

**12 JULI 2018. — Besluit 2017/1824 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen**

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20 dat van toepassing gemaakt is door artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd door het decreet van 27 april 2017, artikelen 2, §§ 1 en 2, 4/2, 4/3, 5, 6, 7 en 10/2 tot 10/10;

Gelet op het decreet van 27 april 2017 houdende wijziging van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan opvangtehuizen, artikel 11;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 maart 2006 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juni 2005 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de Maatschappelijke Actie en het Gezin;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, op basis van artikel 3, 1ste lid, 2°, van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgesteld op 12 juli 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de situatie van personen met een handicap, op basis van artikel 4, § 3 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 december 2016 houdende de integratie van de dimensie van handicap in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgesteld op 12 juli 2018;

Gelet op het advies van de afdeling “opvang” van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 22 maart 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op woensdag 31 januari 2018;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met Begroting, gegeven op 22 februari 2018;

Gelet op het advies 63 265/4 van de Raad van State gegeven op 2 mei 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wijzigingen die aangebracht zijn door het decreet van 27 april 2017 houdende wijziging van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen uitgevoerd en sommige bepalingen geüpdatet moeten worden;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2, 1° van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, worden de woorden “lichamelijk welzijn” door de woorden “algemeen welzijn” vervangen.

Hetzelfde artikel wordt aangevuld door 3° dat luidt als volgt:

“3° het lid van het College: het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin. “

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen door hetgeen volgt: “2° het ondernemingsnummer.”

**Art. 4.** Artikel 6, §2, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 oktober 2007, wordt met de volgende zin aangevuld: “Een kopie van dit reglement wordt aan elke begunstigde tegen ontvangstbewijs bij zijn toelating alsook voor de inwerkingtreding van iedere wijziging tijdens verblijf afgegeven. “

**Art. 5.** In hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden de artikels 6/1 tot 6/4 ingevoegd, die luiden als volgt:

“Art. 6/1. Voor de opdracht van opvolging na residentiële opvang, moeten de volgende modaliteiten nageleefd worden:

1° aan de persoon die zijn verblijf in het opvangtehuis beëindigt een kortetermijnbegeleiding bieden met als doelstelling de inschakeling in zijn nieuwe leefomgeving;

2° aan de personen die hierom vragen een algemene begeleiding voor transitie aanbieden tussen het einde van het verblijf in het opvangtehuis en de vestiging in de nieuwe leefomgeving waardoor het psychosociale werk dat tijdens het verblijf in het opvangtehuis gerealiseerd is, verdergezet kan worden. De begeleiding na residentiële opvang is gebaseerd op de activering en de inzet van de middelen van de persoon. De begeleiding na residentiële opvang is beperkt tot een duur van 3 maanden die twee maal hernieuwbaar is;

3° de begeleiding na residentiële opvang uitvoeren, dit is een gratis begeleiding die op vrijwillige basis gebeurt, in samenwerking met het ondersteunend netwerk dat aan de behoeften van de personen aangepast is, waarbij het doorgeven van de fakkel aan dit netwerk vanzelfsprekend is;

4° een overeenkomst met de begunstigde opstellen waarin de modaliteiten en de duur van de begeleiding volgens het in bijlage 8 vastgelegde model omschreven worden;

5° een dossier voor iedere opgevolgde persoon of gezin openen. Dit dossier omvat de ondertekende overeenkomst tussen het opvangtehuis en de persoon, de opvolgingsfiches alsook het evaluatiedocument bij het afsluiten van het dossier;

6° een specifieke telefonische permanentie verzorgen voor de personen die een opvolging na residentiële opvang krijgen;

7° de opdracht van begeleiding na residentiële opvang in het collectief project nader omschrijven;

8° een afzonderlijk hoofdstuk over de opdracht na residentiële opvang in het activiteitenverslag opstellen;

9° gegevens betreffende de opvolgingen na residentiële opvang volgens het in bijlage 11 vastgelegde model verzamelen.

Art. 6/2. In aanvulling op de basisopdrachten kan het tehuis van categorie 2 of 3 voor de specifieke opdracht van steun aan het ouderschap erkend worden indien het de volgende modaliteiten naleeft:

1° intensievere individuele en collectieve begeleiding en ondersteuning bieden aan de ouders die in de uitoefening van hun ouderschap moeilijkheden ondervinden waardoor de band ouder-kind versterkt kan worden;

2° de relatie tussen ouder en kind ondersteunen;

3° de ouders in de uitoefening van hun opvoedkundige rol ondersteunen;

4° de rollen en de vaardigheden van ouders valoriseren (verantwoordelijkheid en gezag, zelfvertrouwen, bescherming en ontwikkeling van het kind, ...);

5° moeilijkheden voorkomen waarmee ouders in de uitoefening van hun ouderlijk gezag geconfronteerd kunnen worden;

6° informatiesessies of educatieve workshops oprichten;

7° de individuele ondersteuningsinitiatieven in het individueel dossier van de begunstigde bijhouden;

8° de collectieve ondersteuningsactiviteiten in een afzonderlijk dossier bijhouden;

9° de specifieke opdracht van steun aan het ouderschap in het collectief project nader omschrijven;

10° een afzonderlijk hoofdstuk over de specifieke opdracht van steun aan het ouderschap in het activiteitenverslag opstellen.

Art. 6/3. In aanvulling op de basisopdrachten kan het tehuis voor de specifieke opdracht van ondersteuning van slachtoffers van familiaal of partnergeweld erkend worden indien het de volgende modaliteiten naleeft:

1° bij voorrang slachtoffers van familiaal of partnergeweld, al dan niet vergezeld van kinderen, opvangen en hun residentiële opvang alsook hun beveiliging mogelijk maken;

2° specifieke individuele of collectieve, administratieve of juridische, psychosociale begeleiding aan slachtoffers van familiaal of partnergeweld en hun kinderen bieden;

3° met andere actoren inzake familiaal of partnergeweld samenwerken;

4° gedetailleerde gegevens over de verschillende vormen van familiaal of partnergeweld betreffende in het opvangtehuis residentieel opgevangen slachtoffers volgens het in bijlage 10 vastgelegde model verzamelen;

5° de individuele ondersteuningsinitiatieven in het individueel dossier van de begunstigde bijhouden;

6° de collectieve ondersteuningsactiviteiten in een afzonderlijk dossier bijhouden;

7° de specifieke opdracht van ondersteuning van slachtoffers van familiaal of partnergeweld in het collectief project nader omschrijven;

8° een afzonderlijk hoofdstuk over de specifieke opdracht van ondersteuning van slachtoffers van familiaal of partnergeweld in het activiteitenverslag opstellen.

Art. 6/4. In aanvulling op de basisopdrachten kan het tehuis voor de specifieke opdracht van begeleid wonen erkend worden indien het de volgende modaliteiten naleeft:

1° intensieve thuisbegeleiding op middellange of lange termijn, met het oog op het thuis kunnen blijven wonen en het verwerven van zelfredzaamheid, aan kansarme personen bieden die in een opvangtehuis verbleven hebben en die in een zelfstandige woning leven die niet tot een sociale of zorginstelling behoort;

2° aan de personen die hierom vragen psychosociale begeleiding bieden om de persoon te helpen die begeleiding nodig heeft om zijn zelfstandigheid terug te vinden of om moeilijkheden te overwinnen; met budgetbegeleiding om hem te helpen bij het beheren van zijn budget; met administratieve begeleiding met het oog op, meer bepaald, de hulp om zijn sociale rechten te vrijwaren of zijn woning te behouden of om een andere woning te vinden;

3° begeleiding verzekeren samen met het ondersteunend netwerk dat aan de behoeften van de personen aangepast is;

4° een overeenkomst met de begunstigde opstellen waarin de modaliteiten en de duur van de begeleiding volgens de in bijlage 9 vastgestelde minimale gegevens omschreven worden; De begeleiding heeft betrekking op een maximumperiode van een jaar die jaarlijks hernieuwbaar is;

5° de begeleiding van gemiddeld minstens 8 personen of gezinnen ten belope van minimum twee huisbezoeken per maand verzekeren;

6° een specifieke telefonische permanentie verzorgen voor de personen die begeleiding krijgen;

7° een dossier voor iedere opgevolgde persoon of gezin openen. Dit dossier omvat de ondertekende overeenkomst tussen het opvangtehuis en de persoon, de opvolgingsfiches alsook het evaluatiedocument bij het einde van iedere begeleidingsperiode en bij het afsluiten van het dossier;

8° de lijst met eventuele partnerschappen met de beheerders van woningen (private of publieke eigenaars, sociale huisvestingsmaatschappijen, sociale verhuurkantoren) afleveren;

9° de specifieke opdracht van begeleid wonen in het collectief project nader omschrijven;

10° een afzonderlijk hoofdstuk over de specifieke opdracht van begeleid wonen in het activiteitenverslag opstellen. "

**Art. 6.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt de titel van afdeling 1 vervangen door het volgende:

"Afdeling 1. Aanvraagprocedure voor voorlopige erkenning en erkenning".

**Art. 7.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 7. De aanvraag voor voorlopige erkenning van een tehuis wordt door middel van aangetekende zending ingediend of bij het bestuur tegen ontvangstbewijs afgegeven of via elektronische weg op het door het bestuur vermelde e-mailadres ingediend.

Om ontvankelijk te zijn, moet ze de in artikel 5, 1° tot 4°, 8° tot 10°, 12° bedoelde inlichtingen en documenten alsook de lijst met het personeel van het aanwezige en vermoede basisteam, het ontwerp van huishoudelijk reglement, en het collectief project dat het opvangtehuis van plan is om uit te voeren, omvatten. Ze omschrijft bovendien nader de categorie(ën) waarvoor de erkenning gevraagd wordt, en ook, voor iedere categorie, de maximale opvangcapaciteit.”

**Art. 8.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het woord “voorlopige” tussen de woorden “de” en de woorden “erkenningaanvraag” ingevoegd.

**Art. 9.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 9. Wanneer de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het bestuur de voorlopige erkenningaanvraag en verricht hij een bezoek om na te gaan of het tehuis aan de voorlopige erkenningvoorwaarden beantwoordt.

Het Collegelid legt de voorlopige erkenningaanvraag aan de afdeling “opvang” van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid voor zoals die door het decreet van de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juni 1997, hierna “de Adviesraad” genoemd, opgericht is, die zijn advies geeft binnen de twee maanden nadat het dossier bij hem aanhangig is gemaakt.

Is deze termijn verstreken, dan wordt de procedure bij gebrek aan advies verdergezet. Het Collegelid kan in geval van dringendheid een kortere termijn vaststellen. “

**Art. 10.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 10. Zes maanden voor het verstrijken van de voorlopige erkenning, dient het opvangtehuis een erkenningaanvraag in die van het geactualiseerde dossier vergezeld gaat. Op basis van het in overeenstemming met artikel 4/3 van het decreet geactualiseerde administratieve dossier, en met bijvoeging van het inspectieverslag betreffende de naleving van de normen en de verwezenlijking van het in artikel 4/2, §1, 5° van het decreet bedoelde collectief project, alsook van het pedagogische inspectieverslag van het Office de la Naissance et de l’Enfance voor de categorieën 2 en 3, en na advies van de Adviesraad, neemt het College, ten laatste vijftien dagen voor het verstrijken van de voorlopige erkenning, over de toekenning of de weigering van de erkenning of over de vernieuwing van de voorlopige erkenning een beslissing.

Het advies van het in artikel 3, 3° van het decreet bedoelde advies van het Office de la Naissance et de l’Enfance heeft betrekking op:

1° het collectief project in verband met de opvang van de kinderen;

2° de conformiteit van de collectieve ruimten voor de opvang van de kinderen;

3° de terbeschikkingstelling van educatieve uitrustingen;

4° de individuele projecten in verband met zwangere vrouwen en opgevangen kinderen, met inbegrip van de voorschoolse integratie.

Het advies wordt door De Dienst (ONE) gegeven binnen de drie maanden nadat het dossier bij hem aanhangig werd gemaakt.

Wanneer deze termijn verstreken is, wordt het geacht gunstig te zijn.

Van de beslissing tot toekenning of weigering van erkenning wordt ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad door middel van aangetekende zending kennisgegeven. “

**Art. 11.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden “procedure bepaald in de artikelen 7 tot 10 van dit besluit” door de woorden “erkenningprocedure” vervangen.

Datzelfde artikel wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

“Het College doet een uitspraak over de aanvraag voor vernieuwing van de erkenning en deelt ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad zijn beslissing aan het tehuis mee. “

**Art. 12.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt de titel van afdeling 3 vervangen door het volgende:

“Afdeling 3. Procedure voor de aanpassing, opschorting, vermindering of intrekking van voorlopige erkenning of van erkenning”.

**Art. 13.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden “van de erkenning” telkens vervangen door de woorden “van de voorlopige erkenning of van de erkenning”. In hetzelfde artikel van hetzelfde besluit wordt het woord “erkenningaanvraag” vervangen door het woord “aanvraag van de voorlopige erkenning of van de erkenning”.

**Art. 14.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt: “Als na het verstrijken van deze termijn de toestand niet geregulariseerd is, dan stelt het bestuur aan het Collegelid een opschorting, een vermindering, een intrekking of een wijziging van voorlopige erkenning of van erkenning voor. “

**Art. 15.** In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt lid 1 vervangen door hetgeen volgt: “Het Collegelid stelt het tehuis er bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs van op de hoogte dat een procedure loopt tot opschorting, vermindering, intrekking of wijziging van voorlopige erkenning of van erkenning. “

**Art. 16.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“De beslissing van het College tot opschorting, vermindering, intrekking of tot aanpassing van de voorlopige erkenning of van de erkenning wordt aan het tehuis bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs bekendgemaakt.

De beslissing tot intrekking, tot opschorting, tot vermindering of tot aanpassing van de voorlopige erkenning of van de erkenning brengt met zich dat de subsidies aan het tehuis helemaal of gedeeltelijk worden opgeschort drie maanden na de dag waarop de beslissing werd bekendgemaakt.

Het tehuis is verplicht de beslissing tot opschorting, vermindering, intrekking of aanpassing, van zodra deze werd bekendgemaakt, mee te delen aan de begunstigen of hun wettelijke vertegenwoordigers, aan het personeel en aan al wie het aangaat. “



**Art. 17.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt er een Afdeling 5 ingevoegd met als titel “Erkenning van specifieke opdrachten”, dat artikel 16/1 omvat dat luidt als volgt:

“Afdeling 5 – Procedure voor erkenning van specifieke opdrachten

Art. 16/1 § 1. De erkenningsaanvraag voor een of meerdere specifieke opdrachten wordt door het erkende tehuis, of door het voorlopig erkende tehuis ten vroegste zes maanden voor het verstrijken van de voorlopige erkenning, via aangetekende zending ingediend of bij het bestuur tegen ontvangstbewijs afgegeven of via elektronische weg op het door het bestuur vermelde e-mailadres ingediend.

§ 2. De aanvraag gaat vergezeld van een motivatienota die meer bepaald omvat:

- 1° een beschrijving van de geplande specifieke opdracht;
- 2° een beschrijving van het betrokken publiek;
- 3° het aantal bedoelde personen;
- 4° de middelen en het personeel die voor de opdracht bestemd worden;
- 5° de in artikel 5 vastgestelde documenten die wijziging ondergaan hebben.

§ 3. Binnen de twee maanden na de ontvangst van de aanvraag, maakt het bestuur aan het tehuis de ontvankelijkheid ervan bekend of, indien ze onvolledig is, wordt het uitgenodigd, om binnen een maand vanaf deze bekendmaking, haar te vervolledigen.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het bestuur de erkenningsaanvraag en verricht hij een bezoek om na te gaan of het tehuis aan de modaliteiten voor erkenning voor de gevraagde opdracht(en) beantwoordt.

§ 4. Het Collegelid legt de erkenningsaanvraag aan de afdeling “Opvang” van de Adviesraad voor die haar advies binnen de twee maanden geeft nadat het dossier bij haar aanhangig gemaakt is. Is deze termijn verstreken, dan wordt de procedure bij gebrek aan advies verdergezet. Het Collegelid kan in geval van dringendheid een kortere termijn vaststellen.

§ 5. “Het College doet een uitspraak over de erkenningsaanvraag en deelt ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad zijn beslissing aan het tehuis mee. De erkenning voor een of meerdere specifieke opdrachten vult de erkenning voor de duur hiervan aan. De beslissing van toekenning of van weigering van erkenning wordt door aangetekende zending bekendgemaakt.

§ 6. De aanvraag voor vernieuwing van de erkenning van een of meerdere specifieke opdrachten wordt gezamenlijk met de aanvraag voor vernieuwing van de erkenning van het opvangtehuis ingediend.

§ 7. Tot 30 juni 2021 kunnen de opvangtehuizen voor maximum één specifieke opdracht, in afwachting van een algemene evaluatie van de voorziening, erkend worden. “

**Art. 18.** In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt:

“Alle lokalen zijn lokalen voor niet-rokers, met uitzondering van de rookkamers die hiervoor voorzien zijn. “

**Art. 19.** In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt de zin “Er moet zich sanitair bevinden nabij de ruimten van educatieve activiteiten, de verblijfruimten en de kamers” vervangen door de zin “Sanitair moet gemakkelijk toegankelijk zijn.”

**Art. 20.** Artikel 29b bis van hetzelfde besluit wordt artikel 29/1.

**Art. 21.** In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt 6° vervangen door hetgeen volgt:

“6° het uittreksel uit het strafregister;”

**Art. 22.** In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de woorden “per semester” door de woorden “per jaar” en het woord “halfjaarlijkse” door “jaarlijkse” vervangen.

**Art. 23.** Artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 oktober 2007, wordt door paragraaf 4 aangevuld dat als volgt luidt:

“§ 4. Geen enkele financiële bijdrage wordt opgeëist voor de opvolging na residentiële opvang en de specifieke opdrachten.”

**Art. 24.** In artikel 39, 2°, a), b) en c) van hetzelfde besluit worden de woorden “of assistent in de psychologie” na de woorden “verpleger” ingevoegd.

Hetzelfde artikel wordt aangevuld door 5° en 6° die opgesteld zijn als volgt:

5° Bijkomende sociaal-agogische functie voor de opdracht van opvolging na residentiële opvang: het tehuis beschikt over een bijkomende halftijdse maatschappelijk assistent of een opvoeder klasse 1 voor de begeleiding na residentiële opvang van de begunstigden;

6° Bijkomende sociaal-agogische functie in verband met de specifieke opdracht: het voor een specifieke opdracht erkende tehuis beschikt over een bijkomende halftijdse maatschappelijke assistent of een opvoeder klasse 1. Voor de opdrachten van steun aan het ouderschap en ondersteuning van slachtoffers van familiaal of partnergeweld, kan deze functie ook door een psycholoog uitgeoefend worden. “

**Art. 25.** Het “Hoofdstuk VII – Subsidiëring” van hetzelfde besluit wordt het “Hoofdstuk VIII - Subsidiëring”

**Art. 26.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IX ingevoegd met als titel “De representatieve en coördinatie-instelling” dat de artikelen 54/1 tot 54/7 omvat en luidt als volgt:

“Hoofdstuk IX De representatieve en coördinatie-instelling.

*Afdeling 1. — Procedures in verband met de erkenning.*

Art. 54/1. Een kandidatenoproep wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd met het oog op het verkrijgen van de erkenning als representatieve en coördinatie-instelling.

De kandidatuurooproep bevat minstens de volgende vermeldingen:

- 1° de termijn waarbinnen en de wijze waarop de erkenningsaanvraag opgestuurd moet worden;
- 2° de adres-, email- en telefoongegevens van een contactpersoon bij de administratie;

3° een tot de kandidaten gericht verzoek om kennis te nemen van het kandidatuur dossier dat gepubliceerd is op de website van het bestuur. Dit dossier bevat de minimum volgende documenten:

- a) een model van kandidatuurformulier dat uitgewerkt is door het bestuur en dat het geheel van informatie en documenten vermeldt die in de erkenningsaanvraag opgenomen moeten zijn;
- b) een document met alle opdrachten van de instelling en de erkenningsvoorwaarden.

Art. 54/2. § 1. De kandidatuur wordt gericht aan het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin. Ze bevat de volgende documenten:

- 1° de naam van de vereniging zonder winstgevend oogmerk;
- 2° de naam van de instelling;
- 3° het ondernemingsnummer;
- 4° de lijst van haar aangeslotenen;
- 6° het adres van de maatschappelijke zetel;
- 7° de bankidentiteitskaart;
- 8° de naam van de persoon die gemachtigd is om de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen en het bewijs van zijn aanstelling in overeenstemming met de statutaire bepalingen;
- 9° een attest dat het bewijs levert van de verzekering voor de aansprakelijkheid van de bestuurders;
- 10° het adres van de activiteitszetel(s);
- 11° de naam van de persoon die belast is met de algemene coördinatie van de instelling en het bewijs van zijn mandaat;
- 12° een document dat staft dat de dienst over het genot van de lokalen beschikt;
- 13° de samenstelling van het personeel met functies, kwalificaties en werktijden;
- 14° de budgettaire vooruitzichten van de instelling met vermelding van alle verworven of aangevraagde overheidssubsidies alsook het bedrag van de bijdrage;
- 15° het laatste activiteitenverslag en de laatste rekeningen en balans van de vzw;
- 16° een nota met verduidelijking van de manier waarop de instelling antwoordt op of voorstelt om te antwoorden op de opdrachten waarvoor zij de erkenning vraagt en die de doelstellingen van de instelling en de modaliteiten voor hun verwezenlijking beschrijft.

§ 2. Het bestuur bevestigt de ontvangst van de kandidaturen en onderzoekt ze. Elke kandidatuur wordt ontvankelijk verklaard indien ze alle in § 1 bedoelde documenten bevat die voor waar en conform verklaard zijn en indien ze ondertekend zijn door de persoon die gemachtigd is om de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen.

§ 3. Wanneer het bestuur over het volledige en ontvankelijke dossier beschikt, licht hij de aanvrager in over de ontvankelijkheid van zijn aanvraag en vangt hij het onderzoek ervan aan. Hij maakt zijn conclusies aan het Collegelid over binnen de drie maanden van de ontvankelijkheid van de aanvraag. Bij gebrek aan een volledig dossier, brengt het bestuur de betrokken vzw op de hoogte over de ontbrekende of onvolledige elementen en nodigt haar uit om hieraan te verhelpen.

§ 4. Het College verricht een selectie, onder de ontvankelijke kandidaturen, op basis van de volgende criteria:

- 1° de kwaliteit van het project en van de voorgestelde doelstellingen in antwoord op de in artikel 10/2 van het decreet vastgestelde opdrachten en voorwaarden;
- 2° de ervaring van de personen die zich met de uitvoering van de activiteiten bezighouden.

§ 5. Zes maanden voor het verstrijken van de voorlopige erkenning actualiseert de instelling op vraag van het College haar dossier.

Op basis van het geactualiseerde administratief dossier dat het inspectieverslag betreffende de naleving van de opdrachten en erkenningsvoorwaarden bevat, neemt het College, ten laatste vijftien dagen voor het verstrijken van de voorlopige erkenning, zijn beslissing over de toekenning of de weigering van de erkenning of de vernieuwing van de voorlopige erkenning.

Van de beslissing tot toekenning of weigering wordt ten laatste twee maanden na de beslissing van het College door middel van aangetekende zending kennisgegeven.

#### *Afdeling 2. — Wijzigingen van erkenning.*

Art. 54/3. De aanvraag voor wijziging van de erkenning wordt bij het Collegelid ingediend. Ze omvat de elementen die de aanvraag voor wijziging van erkenning, zoals bedoeld in artikel 10/6, §1 van het decreet, verantwoorden.

Wanneer het bestuur over het volledige en ontvankelijke dossier beschikt, betekent hij de aanvrager een ontvangstbewijs, onderzoekt de aanvraag, verricht een inspectie en maakt hij zijn conclusies aan het Collegelid binnen de drie maanden van de ontvankelijkheid van de aanvraag over. Het College doet een uitspraak over de aanvraag tot wijziging van de erkenning.

#### *Afdeling 3. — Intrekking van erkenning of gedwongen wijziging van erkenning.*

Art. 54/4. § 1. Wanneer de representatieve en coördinatie-instelling niet langer de in artikel 10/2 bedoelde opdrachten en erkenningsvoorwaarden van het decreet naleeft, stuurt het bestuur haar een aangetekende brief die haar uitnodigt om binnen een termijn van twee maanden zijn zaken in orde te brengen.

Wanneer deze termijn verstreken is en bij het niet in orde brengen of bij gebrek aan vraag tot wijziging van erkenning van de instelling, stelt het bestuur aan het Collegelid een intrekking of een gedwongen wijziging van erkenning voor.

§ 2. Het Collegelid stelt de representatieve en coördinatie-instelling er bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs van op de hoogte dat er een procedure loopt tot intrekking of wijziging van erkenning.

Vanaf de dag van deze bekendmaking beschikt de representatieve en coördinatie-instelling over een termijn van dertig dagen om bij het Collegelid een verantwoordingsnota in te dienen die er een kopie van aan de Adviesraad overmaakt.

Die nodigt de instelling uit om gehoord te worden. Hij stelt de datum en het tijdstip van de hoorzitting vast en brengt de instelling hiervan op de hoogte. De persoon die door de representatieve en coördinatie-instelling als vertegenwoordiger is aangesteld, mag zich door een andere persoon van zijn keuze laten vergezellen.

De adviesraad hoort de instelling en onderzoekt het voorstel tot intrekking of wijziging van erkenning.

Hij maakt zijn advies aan het Collegelid bekend binnen de maand volgend op de hoorzitting of binnen de twee maanden nadat het dossier aanhangig is gemaakt indien de representatieve en coördinatie-instelling niet wenst gehoord te worden.

§ 3. De beslissing van het College tot intrekking of tot aanpassing van de erkenning wordt aan de instelling met aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs bekendgemaakt.

De beslissing tot intrekking of tot aanpassing van de erkenning brengt de schrapping of de vermindering van de subsidies met zich drie maanden na de dag waarop de beslissing werd bekendgemaakt.

De instelling deelt vanaf de bekendmaking de beslissing van intrekking of van aanpassing van erkenning aan zijn aangeslotenen mee.

#### *Afdeling 4. — Werking*

Art. 54/5. Het in artikel 10/9, § 1, van het decreet bedoelde verslag wordt voor de eerste keer op het einde van de periode van 5 jaar volgend op de inwerkingtreding van dit besluit overgemaakt.

Het in § 2 van hetzelfde artikel van het decreet bedoelde verslag wordt binnen een termijn van 6 maanden na het in lid 1 bedoelde verslag overgemaakt.

#### *Afdeling 5. — Subsidies.*

Art. 54/6. § 1. De aan de representatieve instelling toegekende subsidie wordt op 36.000 € per jaar vastgelegd.

§ 2. De soorten kosten en de verantwoordingsstukken bedoeld in artikel 10/10 §3, van het decreet komen met het door het bestuur afgeleverde model overeen en moeten minstens omvatten:

- 1° de samenvatting van de salariskosten van elk teamlid;
- 2° het attest dat de betaling van de R.S.Z.-bijdragen bewijst;
- 3° het attest dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
- 4° het bewijs van de betaling van de honoraria aan de zelfstandigen;
- 5° een kopie van de inkomsten en uitgavenrekening en van de balans;
- 6° indien van toepassing, het bewijs van de neerlegging op de Griffie van de Rechtbank van koophandel van de rekeningen en balans;
- 7° het activiteitenverslag. “

**Art. 27.** Het “Hoofdstuk VIII - Intrekkingsbepaling” van hetzelfde besluit wordt “Hoofdstuk X - Intrekkingsbepaling”.

**Art. 28.** Het “Hoofdstuk IX - Overgangsmaatregelen en inwerkingtreding” van hetzelfde besluit wordt “Hoofdstuk XI - Overgangsmaatregelen en inwerkingtreding”.

**Art. 29.** In bijlage 1 van hetzelfde besluit worden de volgende punten 4 en 5 na het punt 3 ingevoegd en punt 4 wordt punt 6:

“4. Organisatie van de opdracht van opvolging na residentiële opvang; 5. Organisatie van specifieke opdrachten.”

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 door bijlage 1, bij dit besluit gevoegd, vervangen.

**Art. 31.** Bijlage 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld door de punten 7 en 8 die luiden als volgt:

“7. De uitvoering van de opdracht van opvolging na residentiële opvang en de statistische elementen die ermee verband houden; 8. De uitvoering van de specifieke opdrachten en de statistische elementen die ermee verband houden.”

**Art. 32.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 8 toegevoegd, die als bijlage 2 bij dit besluit is gevoegd.

**Art. 33.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 9 toegevoegd, die als bijlage 3 bij dit besluit is gevoegd.

**Art. 34.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 10 toegevoegd, die als bijlage 4 bij dit besluit is gevoegd.

**Art. 35.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 maart 2006 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juni 2005 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de Maatschappelijke Actie en het Gezin is opgeheven.

**Art. 36.** Het decreet van 27 april 2017 houdende wijziging van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan opvangtehuizen heeft zijn uitwerking op 1 januari 2018.

**Art. 37.** Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Brussel, 12 juli 2018.

Vanwege het College:

F. LAANAN,  
Voorzitter van het College

C. FREMAULT,  
Collegelid, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen

### **Bijlage 2**

bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen

#### Inschakelingsproject

Het inschakelingsproject is samengesteld uit:

- 1 - een genummerde individuele fiche (vertrouwelijk):

Dossiernummer: .....

Identificatie van de begunstigde: (Rubriek te bepalen door het opvangtehuis):

.....

Het rooster dat in B is opgenomen, is op basis van de in A van deze bijlage opgenomen items aangevuld.

- 2 - het inschakelingsproject dat functie van de inschakelingscapaciteit van de begunstigde vormt.

A

#### **I. Modaliteiten van de eerste opvang**

0 Telefoon  
1 Permanentie

#### **II. Oorsprong van de keuze van het opvangtehuis (\*cumulatieve)**

0 Initiatief van de begunstigde  
1 Externe persoon  
2 Gezinslid  
3 Externe organisatie

#### **III. Leeftijd**

Geboortejaar

#### **IV. Geslacht**

0 Man  
1 Vrouw

#### **V. Burgerlijke stand**

0 Alleenstaand  
1 Gehuwd  
2 Weduwnaar/Weduwe  
3 Wettelijk gescheiden  
4 Feitelijk gescheiden

#### **VI. Soort gezin**

0 Alleenstaand  
1 Paar zonder kind  
2 Paar met kind(eren)  
3 Eenoudergezin  
4 Feitelijke gemeenschap

#### **VII. Status**

0 Gedomicilieerd  
1 Vreemdelingenregister met werkvergunning  
2 Vreemdelingenregister zonder werkvergunning  
3 Asielzoeker  
4 Illegaal  
5 Toerist

#### **VIII. Nationaliteit**

0 Belg  
1 Europese Unie  
2 Rest van Europa  
3 Maghreb  
4 Rest van Afrika  
5 Latijns-Amerika  
6 VS – Canada  
7 Midden Oosten  
8 Azië  
9 Oceanië

#### **IX. Economische situatie**

0 Loontrekkende  
1 Zelfstandige  
2 Werkloze  
3 Gepensioneerde  
4 Zonder inkomen  
5 OCMW – Leefloon  
6 OCMW – Sociale bijstand  
7 Sociale voorzorg  
8 Beursstudent  
9 Ten laste van een derde

#### **X. Diploma**

0 Geen enkel  
1 Basisonderwijs  
2 Lager secundair onderwijs  
3 Hoger secundair onderwijs  
4 Hoger onderwijs van korte type  
5 Universitair of gelijkgesteld

#### **XI. Laatste woonplaats**

Postcode

#### **XII Dossier**

0 Nieuw dossier  
1 Vroeger dossier  
2 Heropend dossier

#### **XIII Voornaamste verklaarde reden voor aanvraag tot opvang**

0 Huisvestingsproblemen  
1 Administratieve problemen  
2 Afhankelijkheids-/verslavingsproblemen  
3 Problemen met seksistisch of intrafamiliaal geweld  
4 Mentale gezondheidsproblemen  
5 Problemen met ouderlijk gezag  
6 Financiële problemen  
7 Andere

#### **XIV Indien de voornaamste verklaarde reden "problemen met seksistisch of intrafamiliaal geweld" is**

Categorieën (vormen van geweld):  
0 Echtelijk geweld/geweld tussen partners --> type: lichamenlijk, economisch, seksueel, psychologisch, administratief, onbekend  
1 Intrafamiliaal geweld  
2 Andere vormen van geweld --> verduidelijk: ...

B	D A T E	I M o d a l i t e i t v a n 1 e o p v a n g	II O o r s p r o n g v a n d e k e u z e v a n h e t t e h u i s	III L e e f t i j d	IV G e s l a c h t	V B u r g e r l i j k s t a n d	VI T y p e g e z i n	VII S t a t u s	VIII N a t i o n .	IX E c o n o m i s c h e s i t u a t i e	X D i p l o m	XI L a a t s t e w o o n p l a a t s	XII d o s s i e r	XIII B e l a n g r i j k s t e r e d e n v o o r d e a a n v r a a g	XIV V o r m e n v a n g e w e l d	XV O p m e r k i n g e n
---	------------------	--	---	---	--	--	---	-----------------------------------	---	---	---------------------------------	---	--	--	--	---

Gezien om bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen gevoegd te worden.

Brussel, 12 juli 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

C. FREMAULT,

Collegelid, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

F. LAANAN,

Voorzitster van het College

Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen

**Bijlage 8**

bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen

Model van overeenkomst “na residentiële opvang”

Onderhavige overeenkomst beoogt de relaties tussen het opvangtehuis en de persoon en/of de gezinscel in het kader van een opvolging na residentiële opvang op te helderen. Deze opvolging gebeurt binnen de voortzetting van het begeleidingswerk dat tijdens het verblijf gerealiseerd wordt.

Opvangtehuis:

Begeleide persoon:

Begindatum van de begeleiding:

Duur van de begeleiding:

Modaliteiten voor contactname met het opvangtehuis (uurregeling van de telefonische permanentie, telefoonnummer):

Modaliteiten voor de vernieuwing van de overeenkomst:

De begeleiding heeft betrekking op (beschrijvingen van de te ondernemen stappen/inhoud):

- administratieve inslag:
- financiële inslag:
- sociale inslag:
- educatieve inslag:

Gedaan te Brussel, op  
Voor het opvangtehuis,

De begeleide persoon,

Gezien om bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen gevoegd te worden.

Brussel, 12 juli 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

C. FREMAULT,  
Collegelid, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

F. LAANAN,  
Voorzitter van het College

Bijlage 3 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen

**Bijlage 9**

bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen

Model van overeenkomst "Begeleid Wonen"

Onderhavige overeenkomst beoogt de relaties tussen het opvangtehuis en de persoon en/of de gezinscel in het kader van een begeleiding in een zelfstandige woning op te helderen. Deze begeleiding gebeurt binnen de voortzetting van het begeleidingswerk dat in het opvangtehuis en in voorkomend geval tijdens de opvolging na residentiële opvang uitgevoerd wordt.

Opvangtehuis:

Begeleide persoon:

Begindatum van de begeleiding:

Duur van de begeleiding:

Periodiciteit van de begeleiding:

Modaliteiten voor contactname met het opvangtehuis (uurregeling van de telefonische permanentie, telefoonnummer):

Modaliteiten voor de vernieuwing van de overeenkomst:

De begeleiding heeft betrekking op (beschrijvingen van de te ondernemen stappen/inhoud):

- een psychosociale begeleiding:
- een budgettaire begeleiding:
- een administratieve begeleiding:

Gedaan te Brussel, op  
Voor het opvangtehuis,

De begeleide persoon,

Gezien om bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen gevoegd te worden.

Brussel, 12 juli 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

C. FREMAULT,  
Collegelid, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

F. LAANAN,  
Voorzitster van het College

Bijlage 4 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen

**Bijlage 10**

bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen

Gedetailleerde gegevens over de verschillende vormen van familiaal of partnergeweld betreffende de slachtoffers die in het erkend opvangtehuis residentieel opgevangen worden voor de specifieke opdracht van ondersteuning van slachtoffers van familiaal of partnergeweld.

Behandelde problemen met de volwassene:

- Echtelijk geweld/geweld tussen partners
- Echtelijke conflicten
- Intrafamiliaal geweld
- Intrafamiliale conflicten
- Gedwongen huwelijken
- Vrouwelijke genitale verminkingen
- Geweldplegingen in verband met eer
- Seksueel geweld
- Gendergeweld
- Verlies van recht of verwijdering ingevolge geweldplegingen op de partner
- Andere (verduidelijken: ...)

Behandelde problemen met het kind:

- Getuige van geweldplegingen
- Lichamelijke mishandeling
- Psychische mishandeling
- Seksuele mishandeling
- Vrouwelijke genitale verminkingen
- Verwaarlozing
- Andere (verduidelijken: ...)

Uitgevoerde specifieke begeleiding:

- Neerlegging van klacht
- Medische doorverwijzing
- Juridische doorverwijzing
- Recuperatie van de goederen
- Psychologische opvolging
- Stappen in verband met het verblijfsrecht
- Stappen in verband met kinderopvang, bezoekrecht
- Contact met de echtgenoot, de vader

Gezien om bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen gevoegd te worden.

Brussel, 12 juli 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

C. FREMAULT,  
Collegelid, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

F. LAANAN,  
Voorzitster van het College



Bijlage 5 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen

Bijlage 11

bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen

Gedetailleerde gegevens over opdracht van opvolging na residentiële opvang

Aantal geopende nieuwe dossiers na residentiële opvang	
Aantal actieve dossiers na residentiële opvang	
Aantal personen (mannen, vrouwen, kinderen)	
Aantal afgesloten dossiers na residentiële opvang in de loop van het jaar	
Aantal sindsdien opgevolgde actieve dossiers na residentiële opvang	minder dan 3 maanden
	tussen 3 en 6 maanden
	tussen 6 en 9 maanden
	meer dan 9 maanden
Gezinssamenstelling	Alleenstaande vrouw
	Alleenstaande man
	Vrouw met kind(eren)
	Man met kind(eren)
	Paar met kind(eren)
	Paar zonder kind
Verdeling volgens leeftijd	Jonger dan 18
	van 18 tot 24 jaar
	van 25 tot 30 jaar
	van 31 tot 39 jaar
	van 40 tot 49 jaar
	van 50 tot 59 jaar
	van 60 tot 64 jaar
	65 en ouder
	Leeftijd onbekend
Aantal dossiers na residentiële opvang met problematieken	Huisvesting
	Verhuizing
	Breuk in het gezin
	Geweldplegingen
	Financiële moeilijkheden
	Schuldenlast
	Administratieve moeilijkheden
	Juridisch
	Werk
	Gehandicapten
	Lichamelijke gezondheid
	Geestelijke gezondheid
	Verslaving

	Eenzaamheid	
	Ouderschap	
	Andere	
Aantal dossiers die inkomsten genieten	Werk	
	Ziekenfonds	
	Kinderbijslag	
	Werkloosheid	
	Uitkering voor handicap	
	Pensioen	
	Leefloon of andere sociale bijstand	
	Zonder inkomen	
	Onbekend	
	Andere	
	Soort woning	Privé
SVK		
VIH		
Sociaal - artikel 36 (partnergeweld)		
Gemeentelijk		
OCMW		
Transit		
Inschakeling		
Andere		
Indien andere, verduidelijken		
Aantal opgevolgde dossiers met frequentie	intensief	
	regelmatig	
	soms	
	vrij zelden	
Aantal dossiers waarin de “na residentiële opvang” gerealiseerd is	door enkel het opvangtehuis	
	in samenwerking met een of meerdere diensten	Huisvesting
		Kinderen
		Lichamelijke gezondheid
		Geestelijke gezondheid
		Gehandicapten
		Verslaving
		Burgerschap
		Financiën/schuldenlast
		Justitie
		Welzijn
		OCMW
		Algemene sociale bijstand
Andere (verduidelijk)		

Gezien om bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan de opvangtehuizen gevoegd te worden.

Brussel, 12 juli 2018.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie:

C. FREMAULT,

Collegelid, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

F. LAANAN,

Voorzitster van het College